



DROIT CONSTITUTIONNEL – FICHE N°16

LE SUFFRAGE ET LES MODES DE SCRUTIN

Lorsque le peuple doit exprimer sa souveraineté en donnant son avis ou en élisant ses représentants, il devient indispensable de fixer de manière claire les procédures à suivre afin de maintenir la démocratie et l'idée selon laquelle 1 citoyen = 1 voix. Reste à savoir qui peut exprimer sa voix... et ce qui en est fait ensuite.

Suffrage universel et suffrage censitaire

On fait souvent remonter l'idée de démocratie à l'Antiquité en prenant l'exemple d'Athènes. C'est pour le moins un raccourci hâtif : si tous les « citoyens » votaient à Athènes, cela n'incluait ni les femmes, ni les pauvres, ni les esclaves, ni les « métèques » (c'est-à-dire les étrangers et plus généralement tous ceux qui n'étaient pas originaires d'Athènes).

Le suffrage universel : une « tradition » tardive !

Si cela semble une norme classique en Europe, le droit de suffrage n'a rien d'évident à l'origine : il a été introduit au Royaume-Uni en 1918 et ce n'est qu'en 1945 que les femmes ont obtenu le droit de vote en France !

Avant la généralisation du suffrage universel, le droit de vote était restreint à certaines personnes en fonction de leur fortune ou de leur rang de noblesse. On parle ainsi de suffrage censitaire pour désigner le droit de vote déterminé par le montant de l'impôt (« payer le cens »). Et pour être éligible en plus d'être électeur, le cens était souvent fixé à un montant encore plus élevé !

Scrutin uninominal et scrutin de liste

Lorsqu'on élit un(e) seul(e) candidat(e), on parle de scrutin uninominal (on vote sur un seul nom). Lorsqu'on élit plusieurs candidat(e)s, on parle de scrutin plurinominal ou de scrutin de liste.

En cas de scrutin de liste, la loi du 6 juin 2000 sur l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives impose désormais de composer des listes paritaires, c'est-à-dire alternant un homme et une femme.

Scrutin majoritaire et scrutin proportionnel

Le scrutin majoritaire s'organise généralement avec deux tours de scrutin : si aucun candidat n'obtient la majorité absolue (50% des suffrages + 1 voix) au premier tour, les deux candidats arrivés en tête sont départagés lors d'un second tour. Il arrive qu'il n'y ait pas deux mais trois candidats au second tour, dans ce qu'il est convenu d'appeler « une élection triangulaire », en fonction de règles différentes pour chaque élection.

En France, le scrutin majoritaire est la norme pour les élections présidentielles, législatives, régionales, départementales et municipales.

Le scrutin proportionnel s'organise avec un seul tour de scrutin et concerne les scrutins de liste. Il consiste à attribuer les sièges disponibles proportionnellement au nombre de voix recueillies et repose sur une théorie exposée par Stuart Mill, selon qui « dans une démocratie qui applique réellement le principe d'égalité, chaque tendance doit être représentée d'une manière proportionnelle. »

Cependant, la difficulté d'application est réelle. D'une part car le scrutin proportionnel réduit la liberté de choix des électeurs (les listes sont établies par les partis politiques et ne peuvent pas être panachées), d'autre part la formule mathématique censée garantir l'égalité est complexe et ne résout pas entièrement le problème car il y a toujours des restes (des suffrages inutilisés dans le calcul). On a alors recourt à la technique du plus fort reste ou à la technique de la plus forte moyenne, ce qui crée un déséquilibre.

En France, le scrutin proportionnel ne s'applique généralement qu'aux élections européennes et sénatoriales, avec une exception pour le scrutin législatif de 1986.

Une triangulaire à l'élection présidentielle ?

Contrairement aux idées reçues (et parfois colportées par les supporters du candidat arrivé en 3ème position...), une élection triangulaire est impossible lors d'un scrutin présidentiel : le tour de ballottage ne retient que les deux candidats arrivés en tête, précisément pour éviter ce genre de situation !